



Jean-Louis Guigou Député général d'IpeMED

Le retour du voisinage et de la régionalisation

► La mondialisation a tué le voisinage, mais la crise économique et financière lui a redonné vie. C'est une bonne nouvelle pour ceux qui œuvrent en faveur de la création d'une Union euro-méditerranéenne. Longtemps (1970-2008), la globalisation de la planète a été au premier plan. Les pays et les entreprises signaient des accords de libre-échange et des contrats... Chacun cherchait des coûts de production

de plus en plus bas et négligeait son voisin. L'OMC a essayé, sans succès, de réguler la mondialisation. La folie spéculative a conduit à la crise de 2008-2010 et a engendré des peurs et le populisme dans de nombreux pays, en particulier en France où les habitants subissent les conséquences de la globalisation mondiale et de l'élargissement de la régionalisation aux Peco. Mais il existe une autre voie pour mener à l'internationalisation : la régionalisation. Le Benelux fut un premier exemple et en 1957 la Communauté européenne à six lui a emboîté le pas. Puis le Comecom, l'Alena, l'Asean, et en 2008 la création de l'UPM allant dans le sens de l'histoire.

L'internationalisation par la régionalisation avec des voisins est un processus lent et difficile mais plus riche que la globalisation. Cette régionalisation par l'économie puis par les institutions et le politique progresse et dessine un monde multipolaire en trois blocs dénommés *les trois quartiers d'orange* : la région des deux Amériques, de la Chine et la grande région Europe-Méditerranée-Afrique. Les révolutions dans les pays arabes rendent possible cette régionalisation économique et politique. Mais elles exigent aussi des révolutions en Europe. Le tandem franco-allemand a de nouveau un rôle historique à jouer.



C. FAVARI

Le G8 et la Méditerranée

LES PAYS LES PLUS RICHES SE SONT RÉUNIS À DEAUVILLE, LES 26 ET 27 MAI, AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS POUR AIDER LES PAYS DU SUD DANS CETTE PÉRIODE DE TRANSITION QUI SUCCÈDE AU PRINTEMPS ARABE.

Banderoles au Caire: «Le peuple veut la chute du régime.»

Comment accompagner les bouleversements au Sud de la Méditerranée? Telle a été la question posée aux pays les plus riches de la planète, réunis à Deauville les 26 et 27 mai 2011, et qui ont lancé à cette occasion le *Partenariat de Deauville*. Le «printemps arabe» est un défi aussi bien pour les pays du Sud que pour ceux du Nord et ces derniers ont compris la nécessité d'aider la période de transition afin de préserver le formidable mouvement citoyen qui s'est déroulé en Tunisie, en Égypte et qui tente de se faire entendre dans d'autres pays comme la Libye, la Syrie, le Yémen... Il y a urgence à agir car la principale ressource qu'est le tourisme est réduite à sa plus simple

expression et les prévisions de croissance sont évaluées à 1% pour 2011 (contre 5,1% en 2010) pour l'Égypte et à 1,3% pour la Tunisie (contre 3,7% l'année dernière) et le taux de chômage va augmenter de façon sensible. Il faut donc accompagner cette phase de transition d'autant que les projets d'investissements directs dans les pays du Sud ont diminué de 13% par rapport au rythme de 2010, selon l'observatoire Anima Investment.

DÉFI DE TAILLE Avant de se rendre à Deauville où ils étaient invités, Béji Caïd Essebsi, Premier ministre tunisien, avait chiffré les besoins de son pays à 25 milliards de dollars sur cinq ans, et son homologue égyptien, Essam Charaf, entre 10 et 12 milliards de dollars d'ici à mi-2012. Des négociations sont en cours avec le Fonds monétaire international (FMI) pour une aide de 3 à 4 milliards. La Banque mondiale a élaboré un plan d'aide d'un montant

de 4,5 milliards à l'Égypte sur les deux années à venir afin de renforcer son budget et 1,5 milliard a été promis à la Tunisie. La Banque européenne d'investissement (BEI), institution de financement à long terme de l'UE, mais aussi la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BerD), se mobiliseront, mais l'aide prendra la forme de prêts. Dès lors, le risque est grand de créer des problèmes politiques et économiques difficiles à surmonter pour ces pays lorsqu'il faudra rembourser ces sommes. Au-delà de ces annonces, il faut mettre en place, le plus rapidement possible, les mécanismes afin que les gouvernements puissent répondre aux demandes sociales fortes des populations les plus fragiles et éviter qu'elles dénoncent l'aggravation de leur situation de vie à la suite des révolutions. Le défi est de taille.

Agnès Levallois

Lire pages 4 et 5 l'interview de Hasni Abidi, politologue et de Jean Pierre Sérénis, économiste.

Barack Obama (États-Unis), Nicolas Sarkozy (France), Stephen Harper (Canada), Naoto Kan (Japon), Angela Merkel (Allemagne) et David Cameron (Royaume-Uni) faisaient partie des chefs d'État et de gouvernement réunis à Deauville.



La presse réagit aux décisions du G8

En France, la presse s'est intéressée au financement des pays méditerranéens mais aussi au devenir de l'UPM à la différence de la presse internationale qui n'a pas évoqué ce sujet. «*L'UPM peut-elle renaître de ses cendres?*», *Les Échos* posent ainsi la question, voyant là une occasion pour relancer le processus institutionnel de l'Union pour la Méditerranée. Le vice-président de la BEI, Philippe de Fontaine-Vive, détaille dans *La Tribune* les «*40 milliards de dollars pour le printemps arabe*» et revenant sur le rôle de la BEI et du Femip qui devraient s'engager à hauteur de «*6 milliards jusqu'en 2013*», il précise que l'idée, en Tunisie, serait de dynamiser l'économie en favorisant la création d'emplois ; en Égypte, la priorité irait aux projets d'infrastructure et au soutien aux entreprises. Et d'ajouter à propos de l'UPM : cette «*idée est arrivée trop tôt*» et «*le printemps arabe est l'occasion de refonder l'Union pour la Méditerranée, mais au-delà des projets techniques et sectoriels évoqués en 2008 et en prenant davantage en compte les aspirations de la jeunesse*».

LA PRESSE INTERNATIONALE S'EST INTÉRESSÉE AUX DÉCISIONS ANNONCÉES QUANT AU FINANCEMENT DE L'AIDE ACCORDÉE AUX PAYS MÉDITERRANÉENS. TOUR D'HORIZON.

LES ANGLO-SAXONS, sceptiques, critiquent «*l'insuffisance et l'ambiguïté*» des promesses de financement des pays du G8 en soutien aux printemps arabes et ne parlent pas de l'UPM. *The Independent* souligne l'écart entre les 40 milliards de dollars annoncés par le président Sarkozy et les 2 milliards mentionnés dans la déclaration finale. Pour le *Financial Times*, les sommes annoncées ne sont pas à la hauteur des enjeux. L'économiste Joseph Stiglitz rappelle que les interventions militaires en Irak et en Afghanistan ont moins fait avancer la démocratie que les révolutions en Tunisie et en Égypte. Il serait donc plus judicieux d'investir dans ces pays plutôt que de poursuivre des actions armées. Pour le *New York Times*, les promesses des pays occidentaux sont motivées par «*la peur d'une dérive islamiste*» dans le monde arabe. Selon lui, le soutien des pays du G8 aux pays arabes dépendra de leur capacité à s'ouvrir au marché, à créer des emplois et à gérer les crises politiques et institutionnelles intérieures.

DU CÔTÉ DE L'UE, l'hebdomadaire *European Voice* souligne que la crise en Europe, et les mesures d'austérité, risquent de freiner le soutien à la transition démocratique dans les Psem.

DANS LES PSEM, le regard est plutôt positif sur les résultats du sommet. «*Un soutien de poids aux révolutions arabes*», titre l'hebdomadaire égyptien *Al-Ahram*. Pour le quotidien marocain *Au Fait*, l'aide promise est une forme de soutien au processus démocratique. Le journal en ligne tunisien *Leaders* y voit aussi un succès diplomatique pour la Tunisie. La proposition de créer des «*partenariats de long terme*» est vue comme une opportunité.

Al-Ahram interprète les déclarations officielles comme des encouragements aux populations des pays en transition démocratique à résister aux tentations anti-démocratiques. La stratégie du G8 est comparée à celle du plan Marshall au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Mais il critique l'écart entre les montants annoncés par les dirigeants du G8 et les demandes d'aide formulées par l'Égypte et la Tunisie. Le quotidien algérien *El Watan* est méfiant quant aux promesses du G8 à l'Égypte et la Tunisie, mettant en avant l'ambiguïté des conditions de financement et une crainte de néocolonialisme. Selon lui, ces pays auraient davantage besoin d'initiatives favorisant le rapprochement entre les économies des pays du Nord et du Sud de la Méditerranée.

Keith Nadim Carr, stagiaire Ipemed

PROJET

Dessalement à Gaza

● Proposé par l'Autorité palestinienne et expertisé par le secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, un projet d'usine de dessalement d'eau pour la bande de Gaza a été

approuvé à l'unanimité par les ambassadeurs de l'UPM le 22 juin. Cette usine sera un composant essentiel du programme d'approvisionnement en eau potable des habitants, enjeu vital au regard de la situation humanitaire à Gaza. Le coût du projet est estimé

à 310 millions d'euros et la durée de sa réalisation estimée à cinq ans. L'Autorité palestinienne s'est félicitée de cette décision car la crise de l'eau dans la bande de Gaza est extrêmement préoccupante, l'essentiel de la nappe phréatique étant polluée.



Où en est l'UPM ?

COMMENT CONTRIBUTER À LA MISE EN PLACE D'ÉTATS DE DROIT ? C'EST L'UN DES GRANDS CHANTIERS DE L'UPM, SI ELLE VEUT PARTICIPER À LA STABILITÉ ET À LA PROSPÉRITÉ DE LA RÉGION EURO-MÉDITERRANÉENNE.

Les mouvements de contestation qui traversent les pays arabes obligent à revoir ce qu'est l'Union pour la Méditerranée et à réfléchir sur ce que pourrait être le nouveau cadre de cette instance qui, à part quelques projets dans le domaine n'a pas, faute de vision d'ensemble, su insuffler une nouvelle dynamique aux relations entre les deux rives de la Méditerranée. Il est probable que les nouveaux interlocuteurs de la rive sud seront plus exigeants vis-à-vis du Nord en demandant à participer à la rénovation de cette union par un véritable dialogue, une vraie concertation sans occulter les points de divergence. L'UPM peut-elle contribuer aujourd'hui à la stabilité et la prospérité de la zone euro-méditerranéenne ? Oui si elle acceptait de poser sur la table des négociations les préoccupations essentielles des populations, comme celle de la libre circulation des personnes – quand l'Europe ne parle que de *sécuriser* les frontières –, du soutien aux sociétés civiles et peut-être avant tout la reconnaissance de la volonté populaire qui s'est exprimée à travers la revendication de la dignité.



AMBITION NOUVELLE Une des grandes leçons des printemps arabes tient à l'universalité des revendications des populations et de la leçon que les pays du Nord doivent en tirer. Après avoir mis en avant la seule dimension économique dans les projets de l'UPM, il est temps de s'arrêter sur la dimension politique et un des chantiers pourrait être comment contribuer à la mise en place d'États de droit avec la garantie de la liberté d'expression, du droit à la sécurité et la fin de l'arbitraire. Une fois ce cadre établi, on ne parlerait plus seulement de mise à niveau ou de convergence économiques, même si elles sont fondamentales, mais d'une ambition nouvelle pour les peuples des deux rives de la Méditerranée.

Point central de la vie cairote, la place Tahrir a été le point de ralliement des manifestations.

Agnès Levallois

NOMINATION

Youssef Amrani, nouveau secrétaire général

● Youssef Amrani, secrétaire général du ministère marocain des Affaires étrangères, a été nommé secrétaire général de l'UPM lors de la réunion de hauts fonctionnaires des pays membres de cette organisation qui s'est tenue à Barcelone le 25 mai. Celle-ci était sans secrétaire général depuis la démission en janvier du Jordanien Ahmad Masa'deh qui avait expliqué que «les conditions dans lesquelles il avait accepté (ce poste) avaient changé».

La candidature de Youssef Amrani était soutenue par l'ensemble des pays du Sud et par la France. Alain Juppé a immédiatement déclaré : «Nous comptons sur Monsieur Amrani pour mettre en œuvre des projets de coopération

à même d'accompagner les réformes et les mouvements à l'œuvre au Sud de la Méditerranée. Plusieurs secteurs doivent faire l'objet d'une attention particulière : la jeunesse, à travers notamment le projet d'office méditerranéen de la jeunesse, la société civile, le développement économique, les énergies renouvelables ou encore la protection civile.»

Dès son arrivée au Quai d'Orsay, Alain Juppé avait appelé à «relancer» l'UPM, «plus nécessaire que jamais» selon lui pour permettre aux citoyens de la rive sud de vivre chez eux en connaissant démocratie et prospérité.

Youssef Amrani était secrétaire général du ministère marocain des Affaires étrangères depuis novembre 2008.



LITTÉRATURE

Prix Méditerranée 2011



Pierre Assouline



Dimitris Stefanakis

● Le prix Méditerranée 2011 a été attribué à Pierre Assouline, pour *Vies de Job* (Gallimard). Le prix Méditerranée étranger revient à Dimitris Stefanakis pour *Jours d'Alexandrie* (Viviane Hamy).

«Fondé en 1984 par le Centre méditerranéen de littérature, le prix Méditerranée a pour ambition de valoriser l'espace culturel entre les différents pays dont la Méditerranée est le creuset et de reconstruire le récit épique des diversités fondatrices de son identité». Il est placé sous l'égide du Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée.

SIX MOIS APRÈS LE DÉBUT DES RÉVOLTES ARABES

« Il faut en finir avec la fusion du politique et de l'économique »

Hasni Abidi et Jean-Pierre Séréni analysent les enjeux de la transition en Tunisie et en Égypte et la nature du soutien du G8 aux processus en cours.



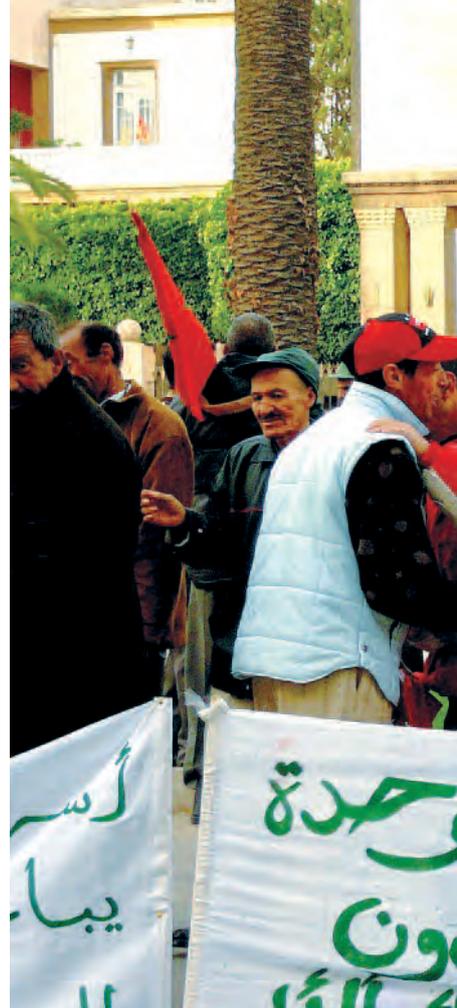
Hasni Abidi

Politologue, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (Cermam) et chercheur invité à Paris I, il vient de publier « Le Manifeste des Arabes » (éd. Encres d'Orient).



Jean-Pierre Séréni

Journaliste, collaborateur régulier au « Monde diplomatique », il est aussi l'auteur de nombreux ouvrages économiques et politiques.



Quels sont les enjeux politiques et économiques de la transition ?

HASNI ABIDI : Un des premiers enjeux de la transition politique, c'est l'identification de ses acteurs, ceux qui sont capables de mener à bien les réformes politiques et de piloter cette transition. L'interrogation porte sur la forme qu'elle prendra. Faut-il s'appuyer sur les anciennes institutions, sur la Constitution légèrement amendée ou faut-il travailler sur de nouvelles institutions et une nouvelle constitution ? L'enjeu économique et financier est également essentiel car les causes économiques et sociales qui ont conduit à ce printemps arabe sont toujours là et elles se sont même aggravées, surtout avec la crise libyenne et les flux migratoires qui en découlent.

JEAN PIERRE SÉRÉNI : La discussion publique n'a pas encore porté sur ces enjeux alors que les révolutions ont des conséquences importantes : ralentissement de la conjoncture et croissance beaucoup plus faible qu'espérée. Il y a bien évidemment un accord pour des financements de relais pour passer ce mau-

vais cap, mais il n'y a pas de discussion sérieuse sur l'avenir.

Pourquoi ?

JPS : La nouveauté politique submerge tout et, dans ces conditions, les questions économiques sont reléguées au second plan.

HA : L'économie était monopolisée par ceux qui exerçaient le politique. La libéralisation politique n'a pas profité à la libéralisation économique. On n'a pas vu une classe moyenne, un entrepreneur en mesure de pouvoir jouer à la fois un rôle politique et économique. C'est pour cette raison que l'économie ne paraît pas prioritaire alors que c'est en réalité un des moteurs de ce printemps démocratique. Pour réussir cette transi-

tion, il faut avoir une alternative économique qui ne soit pas politisée. Il faut absolument que la gestion des affaires économiques soit indépendante.

JPS : Il faut *détricotier* ce qui était la fusion du pouvoir économique et du pouvoir politique. Le nouveau pouvoir politique doit laisser le pouvoir économique en dehors de son jeu et inversement le pouvoir économique

tel qu'il existait et qui était extrêmement puissant doit respecter les nouvelles institutions et ne pas essayer de les influencer. Cela va être difficile car le champ politique joue plutôt l'unité nationale. Par conséquent, les choix économiques et sociaux nouveaux vont diviser la société.

Quelles sont les priorités politiques et économiques ?

JPS : Il faut prendre des mesures d'urgence car il y a un mauvais cap à passer : ralentissement de la croissance, des échanges, du tourisme, augmentation du chômage. Mais les mesures financières suffiront-elles ? Ne faut-il pas envisager d'autres telles que le rétablissement de certains taux de change, le sursis à transfert de capitaux, de profits des entreprises étrangères installées dans ces pays. Le programme à mettre en place ensuite doit mobiliser les capitaux privés internes et attirer des capitaux externes.

HA : Il est difficile, alors que la sécurité n'est pas assurée, de convaincre les investisseurs européens, du Golfe ou locaux d'investir, de faire confiance à ces marchés. L'un des pactes qui a fait le bonheur de ces pays du Sud est la sécurité et la stabilité. La sécurité, cela veut dire ouvrir le débat à d'autres forces, y

LA STABILITÉ,
C'EST UN TOUT
AVEC DES
DYNAMIQUES EN
MESURE DE PORTER
LE CHANGEMENT,
DE SOUTENIR LES
PARTIS POLITIQUES,
LES SYNDICATS ET
LE TISSU
ÉCONOMIQUE.



compris aux forces du passé. Il faut ouvrir le champ politique, en excluant bien évidemment ceux qui ont les mains tachées de sang (c'est du ressort de la justice). L'exclusion du champ politique de certains éléments peut perturber cette transition et peut être la cause de l'instabilité.

**IL FAUT
QUE LES
CHANGEMENTS
OPÉRÉS SOIENT
NÉGOCIÉS ET
ACCEPTÉS PAR
LA POPULATION.**

Les annonces faites à Deauville lors du G8 sont-elles en mesure de donner satisfaction aux pays du Sud ?

JPS : Cinq milliards de dollars vont être répartis sur deux ans (2011-2012) entre Le Caire (3,5 milliards) et Tunis (1,5 milliard). Ces sommes viennent des institutions multinationales, la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement, et d'agences nationales comme l'Agence française de développement, la Banque européenne d'investissement. C'est l'endettement qui, à terme, va poser des problèmes. La relance de ces économies peut-elle se bâtir sur l'endettement ?

HA : À Tunis, le Premier ministre espagnol, qui a été le premier à se rendre sur place, a annoncé un plan Marshall. Celui-ci a été bien accueilli, la situation étant particulièrement difficile en raison des flux migratoires, du retour des tra-

vailleurs tunisiens et égyptiens de Libye, avec une baisse conséquente de transfert de devises. Les pays du Golfe ont aussi une responsabilité et ils devraient participer à l'effort pour soutenir cette transition car de sa réussite dépend la stabilité de la région. La stabilité, ce n'est pas un *kit électoral*, c'est un tout avec des dynamiques économiques et sociales en mesure de porter le changement, de soutenir les partis politiques, les syndicats, le tissu économique. Ce sont là des priorités et l'Europe a une expertise à apporter.

Cela a-t-il un sens de parler de plan Marshall ?

JPS : Non parce qu'historiquement les Américains donnaient des devises aux États européens pour importer des marchandises américaines. Ici, nous sommes dans un schéma de prêts qu'il faudra rembourser et c'est bien la difficulté. Est-ce que la combinaison entre les prêts et les dons est satisfaisante ? Je ne pense pas que ces deux pays soient en mesure de supporter un plan Marshall, quel que soit le nom qu'on lui donne, en Tunisie on a parlé de *plan Bouzidi*, il va falloir le revoir afin qu'il y ait plus de dons et moins de prêts.

Les bouleversements actuels permettront-ils une intégration régionale ?

HA : Les pays du Sud ont besoin de cette intégration pour leur survie, pour devenir un interlocuteur valable face aux institutions financières internationales.

JPS : L'intégration sera peut-être plus facile d'un point de vue humain mais sans être pour autant exclusive. Ces pays ont une population jeune et un besoin de forte croissance. Doivent-ils se brancher uniquement sur l'ensemble européen qui est une importante masse à très faible croissance. Ne faut-il pas regarder vers des zones à croissance rapide comme l'Asie et établir des liens avec ces pays qui dépassent le simple lien commercial ? L'intégration vers le voisin européen oui, mais en explorant d'autres pistes.

Quelles seraient les premières mesures d'urgence qui permettraient cette transition et les écueils à éviter ?

HA : Pour qu'une transition soit réussie, il faut un processus de négociation qui inclut toutes les composantes et ne pas recourir à d'anciennes méthodes. Le ministre britannique des Affaires étrangères a déclaré : « *Nous ne voulons pas que la Libye soit un autre Irak* », référence à la politique de débathification, c'est-à-dire de démembrement du parti au pouvoir, de l'armée et de la police en Irak qui ont coûté très cher. La volonté de casser à tout prix avec le passé peut être dangereuse. Miser sur la réconciliation, inclure toutes les sensibilités politiques sont les conditions d'une transition réussie.

JPS : Le problème central est de ne laisser personne à l'écart. Il faut que les changements opérés soient négociés et acceptés par la population. La question du consensus va s'imposer. Il n'est du pouvoir de personne de faire disparaître le courant nationaliste incarné par le PND et le RCD au nom de l'histoire passée, car ces courants existent toujours. Il y a deux tendances à l'œuvre : la réconciliation et l'épuration. Mais, avec le temps, la première prendra le pas sur la seconde. La difficulté du débat public est compréhensible. Les gens ont du mal à dialoguer, à entendre des opinions différentes, le débat a tendance à disparaître. Il y a là un apprentissage indispensable à faire pour que les processus puissent être à la fois consensuels et toucher le maximum de personnes.

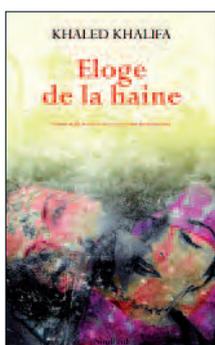
Propos recueillis par Agnès Levallois



**Révolutions.
Le réveil du
monde arabe**

«MOYEN-ORIENT»
N°10, avril-juin 2011

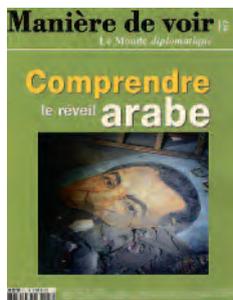
Ce numéro de la revue de géopolitique, géoéconomie, géostratégie et sociétés du monde arabo-musulman s'intéresse au réveil du monde arabe et s'attache à comprendre, à décrypter les dynamiques révolutionnaires et les transformations dans cette région du monde. Analyses, entretiens et points de vue donnent les premières pistes de réflexion. L'enquête menée dans le cadre de l'*Arab Barometer Survey* sur les comportements de la population arabe face à l'islam et à la politique est riche d'enseignements car on y découvre une opinion publique largement favorable à la démocratie, et c'est le sens des manifestations qui se sont déroulées au Caire, Tunis ou Sanaa. Enfin, la cartographie proposée permet d'appréhender aussi bien les points communs que les points de divergence de cette contestation.



**Éloge
de la haine**

KHALED KHALIFA
Sindbad,
Actes sud, 2011

Publié en 2006, la traduction de ce roman vient de sortir et a un incroyable écho avec le drame qui se déroule actuellement à huis clos en Syrie. En effet, il relate, à travers le personnage principal, une jeune femme née dans une famille traditionnelle à Alep, les événements sanglants que ce pays a connus tout au long des années 80, lorsque les Frères musulmans ont tenté de déstabiliser le pouvoir alaouite, et la réaction extrêmement brutale de celui-ci. Si la nature de la contestation est différente, la violence du régime n'a pas changé.



**Comprendre
le réveil arabe**

«MANIÈRE DE VOIR.
LE MONDE
DIPLOMATIQUE»
N°117, juin-juillet 2011

Le temps du soulèvement, Un si long hiver et Résistances culturelles sont les trois parties de ce bimestriel qui reprend des articles publiés dans *Le Monde diplomatique*. Certains laissaient déjà percevoir les changements auxquels nous assistons depuis quelques mois, ce qui rend leur lecture très instructive. Par exemple, le retour sur les racines ouvrières de la révolte égyptienne, que propose l'article de Raphaël Kempf, démontre que les grandes grèves qu'a connues l'Égypte à partir de 2004 ont préparé la révolte de 2011. Celui de Jacques Thobie, *Les frontières, brûlantes cicatrices du partage colonial*, permet de comprendre que les traces du découpage colonial du Proche-Orient sont encore présentes. L'interrogation que pose Jean-Pierre Séréni dans son article, *En Algérie, où va l'argent*, est toujours d'actualité cinq ans plus tard. La dimension culturelle n'est pas oubliée et en dépit de la censure et de l'autoritarisme, des formes de production culturelle se sont développées. Le numéro se termine par l'indispensable article sur *Al-Jazira*. Cette télévision qui dérange, qui a joué et joue encore un rôle décisif dans les bouleversements actuels de la région.



**Le 89 arabe.
Réflexions
sur les révolutions
en cours**

BENJAMIN STORA.
DIALOGUE
AVEC EDWY PLENEL
Un ordre d'idée. Stock

Le dialogue entre Benjamin Stora, historien spécialiste de l'Algérie, et le journaliste Edwy Plenel est né de la volonté de ces deux hommes d'analyser, d'expliquer et d'évaluer la portée de la révolution démocratique et sociale que connaît le monde arabe. Ce «89» arabe évoque 1989, chute du mur de Berlin mais aussi 1789, date de la Révolution française. L'intérêt de cet échange est de revenir sur l'histoire de la région afin de comprendre les ressorts du mouvement actuel même si l'imprévu, l'inédit ont toute leur place.

RAPPORTS

www.crisisgroup.org

«INTERNATIONAL CRISIS GROUP»

Les rapports rédigés par l'International Crisis Group (ICG) sont intéressants même si ce *think tank* a été surpris par les soulèvements dans la région (il avait fermé son antenne au Maghreb quelques mois auparavant). Il vient de publier son cinquième rapport sur les soulèvements populaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient consacré cette fois à la Libye. Le premier traitait de l'Égypte (24 février), le deuxième du Yémen (10 mars), le troisième de la révolte au Bahreïn (6 avril) et le quatrième de la Tunisie (28 avril). Ces études se terminent toutes par des recommandations dont la lecture est particulièrement stimulante. Par exemple, pour Robert Maley, directeur du programme Moyen-Orient/Afrique du Nord : «*La Tunisie est le pays où tout a commencé, c'est également le pays où la transition démocratique présente aujourd'hui les plus fortes chances de réussite. Pour la région et le reste du monde, c'est là une raison suffisante de continuer à prêter attention à la Tunisie et de l'aider à poursuivre son chemin.*»



**Printemps arabes.
Comprendre
les révolutions
en marche**

«MOUVEMENTS DES IDÉES
ET DES LUTTES»
2011/2, n°66.
La Découverte

Lancé au lendemain des premières manifestations, ce numéro, bien qu'élaboré à chaud, est passionnant car les auteurs sont des chercheurs – politologues, sociologues – installés sur les deux rives de la Méditerranée. Attentifs depuis de longs mois aux évolutions des sociétés, ils en percevaient les réalités, dont certaines sont loin de l'image qu'en avaient les pays européens, notamment celle qui mettait en avant la nature rétrograde de l'islam, l'obsession de la «*menace islamiste*» et le fatalisme des populations. *Mouvements* analyse à la fois l'état de ces sociétés et observe la période révolutionnaire actuelle, ce qui permet de «*comprendre les révolutions en marche*», pour reprendre le sous-titre de cette publication. Des articles sur le Maroc, la Jordanie, le Yémen décryptent «*l'effet domino*». Celui sur l'expérience algérienne revient sur le soulèvement contre l'autoritarisme d'octobre 1988 qui avait provoqué la mort de cinq cents personnes, ce qui fait dire aux Algériens qu'ils ont été les premiers à se révolter dans cette région du monde.



Régulations régionales de la mondialisation Quelles recommandations pour la Méditerranée ?

COORDONNÉ PAR
PIERRE BECKOUCHE
Construire la Méditerranée.
Ipemed

Coordonné par Pierre Beckouche, l'ouvrage rend compte des travaux d'un groupe d'experts réuni par Ipemed pour traiter de la relation entre intégration régionale et régulation. L'idée étant qu'aucune vision stratégique d'ensemble de ce que devraient et pourraient être une intégration profonde et des régulations euro-méditerranéennes communes n'est véritablement proposée.

Le partenariat lancé à Barcelone en 1995, qui associe le libre commerce avec l'objectif central d'une zone de libre-échange et convergence des agrégats macroéconomiques comme la dette, le déficit, ou l'inflation, n'a pas permis une augmentation sensible du commerce entre les deux rives. En revanche, l'intégration dans des secteurs comme l'énergie a progressé, notamment le marché du gaz entre le Maghreb et l'Europe occidentale. Le processus a facilité une stabilisation macroéconomique et l'établissement d'accords (comme ceux d'Agadir) pour des échanges libres entre les pays du Sud de la Méditerranée. La crise économique de 2008 et le lancement de l'Union pour la Méditerranée sont perçus comme des opportunités pour développer la régionalisation euro-méditerranéenne, à travers la compétitivité productive et la gouvernance partagée entre les pays du Nord et ceux du Sud. Après avoir présenté les avantages et les désavantages à instaurer des préférences commerciales, les auteurs estiment qu'elles bénéficieront surtout aux économies du Sud, mais qu'elles risquent de rencontrer des difficultés dans les sociétés démocratiques du Nord et de contredire encore les règles de l'omc.

Ils critiquent l'UE pour son « manque de stratégie méditerranéenne, de bureaucratie excessive et de régulation insuffisante », ce qui n'encourage pas les pays du Sud. Ils comprennent aussi qu'il n'y a pas, pour l'instant, de vraie volonté dans les pays du Nord ou du Sud. Selon eux, les pays du Sud n'ont pas de stratégie claire pour la région mais ils cherchent à préserver leurs intérêts à travers des accords bilatéraux. Enfin, les auteurs estiment qu'un minimum de régulation est nécessaire afin de permettre un projet d'intégration régionale et qu'une telle régulation peut protéger les pays adhérents des impacts de la crise financière. **Keith Nadim Carr**, stagiaire Ipemed

Une nouvelle collection : Ipemed Palimpsestes

● Dans ces *working papers*, des experts internationaux, des analystes, des chercheurs proposent des éléments de réflexion et de débat en prise avec l'actualité méditerranéenne. Le terme *palimpseste* vient du grec ancien et signifie *gratté de*

nouveau. Manuscrit écrit sur un parchemin préalablement utilisé, et dont on a fait disparaître les inscriptions pour y écrire de nouveau, il illustre une forme d'impermanence des écrits...



Les réseaux professionnels transméditerranéens

AMAL CHEVREAU, MAXIME WEIGERT
N°1, février 2011

● Nombreux, ces réseaux ne sont malheureusement pas valorisés alors qu'ils représentent une force et un atout pour l'intégration euro-méditerranéenne. En partant de l'exemple réussi de l'intégration par les réseaux de l'espace baltique, cette étude explique en quoi la façon dont l'Union européenne envisage leur implication dans la construction de la région européenne élargie limite leur influence.

L'industrie allemande dans les Peco

HASSAN BENABDERRAZIK,
MAXIME WEIGERT
N°2, mars 2011

● Le modèle d'intégration industrielle régionale inventé par l'Allemagne, qui repose sur la proximité géographique et sur la complémentarité des économies, peut-il être une source de réflexion pour une projection en Méditerranée ? Tel est l'objet de ce document, même si en raison des différences structurelles et historiques entre les Psem et les Peco, il n'est pas question de le transposer mais plutôt de travailler à l'adaptation de ce modèle.

Bilan d'Euromed. Un état des lieux du financement par l'UE du développement en Méditerranée

PIERRE BECKOUCHE
N°3, mai 2011

● La question du financement du partenariat euro-méditerranéen par l'UE suscite moult débats. Cette étude dépasse l'analyse des seuls montants de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP). Elle évalue la place de la Méditerranée dans l'aide publique au développement et précise le poids de l'instrument financier d'Euromed dans cette aide et ses contours : orientation et part du soutien au secteur privé.

Pour une réelle coopération énergétique en Méditerranée

MUSTAPHA K. FAÏD
N°4, mai 2011

● Mustapha K. Faïd, propose que l'énergie joue un rôle majeur en tant que facteur fédérateur dans les relations intra-Maghreb puis comme élément moteur d'une coopération régionale Maghreb-Europe, « équilibrée solidaire et ambitieuse ». Il s'appuie sur la proposition faite lors du lancement du processus de Barcelone : considérer l'énergie comme « le moteur du développement économique et de la coopération dans la région euro-méditerranéenne ». Les pays euro-méditerranéens, confrontés à des défis majeurs, doivent faire les bons choix, qu'il soient d'ordre stratégique, économique ou politique.

Télécharger les numéros d'« Ipemed Palimpsestes » : www.ipemed.coop > Publications

L'AFD intensifie son aide au monde arabe



Caroline Cornu, directeur exécutif en charge des Relations extérieures et des partenariats à l'Agence française de développement, explique le rôle de l'AFD dans les pays méditerranéens.

L'AFD a-t-elle revu ses priorités à la lumière des événements que connaît le monde arabe depuis six mois ? Si oui, qu'elles sont-elles ?

CAROLINE CORNU : Nous intervenons en Méditerranée depuis 1992. Notre mission est d'appuyer les pays de la région dans leur développement économique, social et environnemental. Une nouvelle ère s'est ouverte avec le printemps arabe, elle fait émerger une demande forte d'appui à la définition, à l'accompagnement et à la mise en œuvre de nouvelles politiques publiques. Dans l'immédiat, nous voulons les aider pour faciliter le succès de leur transition politique. Par

le financement de plans sectoriels qui combinent la relance économique et des mesures sociales d'urgence, nous cherchons à les soutenir dans leur croissance et leur cohésion sociale.

Comment les accompagnez-vous ?

CC : Nous travaillons ensemble sur les secteurs où nous pouvons apporter du financement mais aussi une plus-value technique. L'AFD n'est pas qu'un bailleur, son expertise technique est reconnue et recherchée par nos partenaires. En Tunisie par exemple, notre aide se concentrera sur trois des quatre priorités de leur

Plan d'appui à la relance : l'emploi et la formation professionnelle ; le développement régional et l'intégration des zones défavorisées et le secteur financier.

Serait-il possible de faire un focus sur l'aide que l'AFD apporte à la Tunisie ?

CC : La France a joué un rôle pionnier dans le plan d'aide internationale en faveur de l'économie tunisienne. Les Tunisiens nous ont formulé des demandes dès la nomination du gouvernement du Premier ministre Essebsi en février. Le 21 avril à Tunis, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, annonçait une aide de 350 millions d'euros. Le 27 mai à Deauville, le directeur général de l'AFD signait une

première convention de financement de 185 millions d'euros à décaissement rapide ainsi qu'une deuxième convention de 15 millions d'euros pour l'École nationale des ingénieurs de Bizerte. Parce que toute politique d'emploi trouve ses limites dans les capacités de l'économie à occuper la population active, cette première tranche conjugue le soutien à l'emploi et le renforcement de capacité du secteur financier par le développement de la

micro-finance et du capital investissement. D'autres projets sont en préparation, en complément des 200 millions d'euros signés au G8. Ils concerneront la réhabilitation des quartiers populaires, l'amélioration de l'habitat, l'assainissement et l'accès à l'eau.

Propos recueillis par Agnès Levallois

NOUS TRAVAILLONS ENSEMBLE SUR LES SECTEURS OÙ NOUS POUVONS APPORTER DU FINANCEMENT MAIS AUSSI UNE PLUS-VALUE TECHNIQUE.



Un quartier populaire de Tunis. L'AFD projette de s'investir dans la réhabilitation urbaine.

DU CÔTÉ D'IPEMED

● Ipemed a enregistré l'adhésion d'une nouvelle entreprise libanaise, Dar Al Handasah, multinationale spécialisée dans le domaine de l'ingénierie. Cette adhésion

Un nouveau partenaire libanais

deviendra effective après versement de sa cotisation annuelle. L'arrivée d'une septième entreprise libanaise, en qualité de membre fondateur d'Ipemed, confirme

l'engagement libanais en faveur du rapprochement euro-méditerranéen. *Ipemed News* reviendra dans une prochaine édition sur cette nouvelle adhésion.



Talal Schair, président de Dar Al Handasah.